



Une autre école pour nos enfants ?

L'école est la cible de critiques venues de toutes parts. Des parents, des élèves, des enseignants, du ministre, même, qui aimerait peut-être laisser son nom à la postérité en organisant une réforme supplémentaire. L'ouvrage d'André Giordan, professeur de didactique et épistémologie des sciences à l'Université de Genève, ne propose pas de solution-miracle, un nouveau programme pour l'école qui mettrait tout le monde d'accord. L'ambition est plutôt de prolonger un débat sur l'enseignement public dont la teneur jusqu'à maintenant est jugée trop chiche par l'auteur. Un débat en France, en premier lieu, mais qui trouve un écho dans tout le reste de l'Europe.

Pour André Giordan, on ne peut pas faire l'économie d'une réflexion très profonde. Que faut-il apprendre à nos enfants ? Et pourquoi ? Ces questions ne sont pas simples, avertit-il, et les réponses pas immédiates.

Pour le professeur genevois, il faut « placer l'élève au centre du système éducatif ». Et cela ne s'instaure pas avec une circulaire. Un beau programme ne suffit pas. « *Le changement ne se décrète pas, il faut y adhérer avec enthousiasme* », explique André Giordan. Selon lui, l'évolution de l'école a un prix : celui d'une profonde compréhension de ce qu'est l'école, de son rôle, de ses objectifs dans la société actuelle, de son contenu, de ses méthodes, etc. C'est à cette condition que les élèves, les enseignants et les administratifs accepteront une dynamique de changement.

ANTON VOS •

« Une autre école pour nos enfants ? », ANDRÉ GIORDAN, Ed. Delagrave 2002, 250 p.



Les débuts de la politique de la recherche en Suisse

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) fête cet été ses 50 ans. Or, à l'heure où les questions scientifiques occupent une place croissante dans le débat public, l'histoire de la principale agence publique de soutien à la recherche restait à écrire. C'est le chantier qu'ont ouvert Antoine Fleury et Frédéric Joye — respectivement professeur d'histoire des relations internationales et assistant de recherche à l'Université de Genève — avec cet ouvrage qui se concentre sur la genèse politique du FNS.

Au fil d'une enquête minutieuse, les auteurs reconstituent ainsi l'âpre bataille qui a précédé l'inauguration officielle du FNS, le 1^{er} août 1952, avec un budget de 4 millions (contre 430 millions aujourd'hui). Le processus commence dès les années 30. En vue de soutenir l'économie du pays, les autorités envisagent de soutenir certains secteurs scientifiques. Mais il faudra du temps pour trouver la bonne formule. Et ce n'est qu'en 1948, sous l'impulsion du très influent Alexander von Muralt — il est à la fois président de la Société helvétique des sciences naturelles, membre de la Commission fédérale pour l'encouragement de la recherche scientifique et professeur de physiologie à l'Université de Berne —, que la situation se décente. Fruit d'un large consensus, le projet qu'il porte garantit un large contrôle des scientifiques sur le fonctionnement de l'institution. Il aboutira quatre ans plus tard à la création du FNS tel que nous le connaissons encore aujourd'hui.

Les auteurs dégagent deux leçons majeures de ce récit. Premièrement, le rôle déterminant joué par la communauté scientifique dans l'avancement de ce dossier, deuxièmement, la rapidité avec laquelle cet outil est devenu un instrument capital dans la politique étrangère de la Confédération.

VINCENT MONNET •

« Les débuts de la politique de la recherche en Suisse », ANTOINE FLEURY & FRÉDÉRIC JOYE, Droz 2002, 223 p.



Les nouveaux maîtres du monde

Tel polémiste ne pouvait rester longtemps silencieux. Six mois à peine après avoir quitté la chaire de sociologie qu'il occupait depuis 1972, le célèbre pourfendeur de « l'oligarchie capitaliste transcontinentale » est de retour avec un nouveau livre qu'il dédie au philosophe Pierre Bourdieu ainsi qu'au jeune « martyr » de Gênes, Carlo Giuliani. Rien de fondamentalement neuf ici. Désormais rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler reprend son bâton de pèlerin pour parcourir des territoires intellectuels déjà largement balisés. La démonstration n'est pas inutile pour autant. Dans un souci constant de « donner une voix aux sans-voix », le sociologue rappelle d'abord qu'aujourd'hui dans le monde, un enfant de moins de 10 ans meurt de faim toutes les sept secondes. Et ce alors que le produit mondial brut a doublé en dix ans, le volume du commerce mondial étant multiplié par trois dans le même intervalle. Responsables de cette tragique équation : les « seigneurs du capital financier mondialisé », qu'ils soient banquiers, chefs d'entreprise ou opérateurs boursiers. Réunis autour de ce que l'auteur appelle le « Consensus de Washington » et soutenus par un empire américain plus arrogant que jamais, ces nouveaux maîtres du monde n'auraient d'autre but que d'obtenir « *le plus rapidement possible, la liquidation de toute instance régulatrice, étatique ou non, la libéralisation la plus totale et la plus rapide possible de tous les marchés et l'instauration à terme d'un marché mondial unifié et totalement autorégulé* ». A bon entendeur...

VINCENT MONNET •

« Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent », JEAN ZIEGLER, Fayard 2002, 363 p.